

SUPPLÉMENT
La Nation
GRATUIT

LA NATION

Plus

EDITION SPÉCIALE DU JEUDI 9 & DU VENDREDI 10 JANVIER 2024

DE LA VISION À L'ACTION

LA SOLIDARITÉ UNE VÉRITABLE FORCE MOTRICE POUR DJIBOUTI



Depuis son arrivée au pouvoir en 1999, le Président Ismaïl Omar Guelleh a transformé la solidarité en une véritable force motrice pour Djibouti. Avec « *Djibouti 2035* », il trace la voie d'une nation unie, où l'inclusion et la justice sociale ne sont plus des rêves, mais des réalités en action. Transferts monétaires, Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CPEC), autonomisation des femmes et des jeunes : chaque initiative a été un pas vers l'éradication de la pauvreté. Et en 2025, la Semaine Nationale de la Solidarité s'installe à Ali Sabieh, symbole d'une décentralisation audacieuse et d'une solidarité qui touche chaque citoyen.

LIRE EN PAGE 3

Interview de la ministre des Affaires sociales et des solidarités, Mme Ouloufa Ismaïl Abdo
« En choisissant Ali Sabieh comme point de départ, cette édition marque une volonté claire de renforcer l'inclusion des régions dans la dynamique nationale »

Dans une interview qu'elle nous accorde à l'occasion de la semaine nationale de la solidarité que son département lancera la semaine prochaine à Ali Sabieh, la Ministre des Affaires Sociales et des solidarités dresse le bilan de la solidarité nationale. Elle rappelle que les actions du ministère reflètent une volonté affirmée de bâtir une solidarité nationale forte, en mettant en place des outils adaptés pour répondre aux besoins des populations les plus démunies et en investissant dans des solutions durables pour leur autonomisation. Interview.

LIRE EN PAGES 2 ET 4

EDITORIAL

La solidarité : Une valeur djiboutienne

De tout temps, la solidarité a été ce qui caractérisait notre peuple. Les nomades ont toujours eu l'entraide et l'assistance envers les plus démunis comme une pratique puisant son essence de notre foi islamique. En effet, notre religion a placé la solidarité au cœur de ses cinq piliers. La Zakat est une sorte de solidarité des nantis avec les plus défavorisés. Si la modernité a mis à rude épreuve ce système ancestral qui a duré dans le temps, l'État a pris les choses en main en instituant un ministère dédié à cette cause. Le ministère des Affaires sociales et des solidarités a pour mission d'instaurer une société plus juste et plus solidaire. Le travail réalisé sur le terrain par ce département a permis à de nombreux djiboutiens d'être extirpés de la pauvreté. Le MASS s'est donné comme objectif de réduire la fracture sociale en adoucissant les conditions de vie des franges vulnérables de la population. De l'autonomisation financière des femmes et des jeunes en quête d'emploi et d'activités génératrices de revenus, des transferts monétaires aux ménages pauvres, de l'assistance aux handicapés et aux personnes âgées, ce ministère est sur tous les fronts.

Le dossier que nous vous proposons dans le cadre de la semaine nationale de la solidarité qui sera lancée samedi prochain à Ali Sabieh par le Président de la République, est une occasion de faire le point de la situation. De Tadjourah à Obock en passant par Arta, D'Ali Sabieh à Dikhil, le MASS agit et déploie ses activités sur le terrain. Pas une localité n'est en reste de ses programmes novateurs pour assister les populations. La solidarité est au cœur de l'action gouvernementale.

« Faire plus, faire mieux... le but n'étant pas de maintenir ces populations dans l'assistanat mais plutôt d'augmenter leur résilience et leur offrir plus d'opportunités afin qu'elles puissent redevenir des membres productifs à part entière de notre société », déclarait le Chef de l'État, son Excellence Monsieur Ismaïl Omar Guelleh, à l'occasion de la Journée nationale de la Solidarité du 12 janvier 2012. L'objectif général des projets sociaux du Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) est d'offrir aux couches les plus défavorisées de la population un mécanisme public de protection sociale.

Nombreux sont ceux qui ont retrouvé le sourire avec le MASS. Avec honneur et dignité, ils gagnent leur vie. Parfois il suffit d'un petit coup de pouce pour repartir sur des nouvelles bases et remonter la pente alors que l'on croyait que tout espoir était perdu.

La semaine de la solidarité qui a pour thème cette année : « *solidarité et développement social, socle de notre cohésion nationale* », s'annonce déjà un rendez-vous important qui permettra aux équipes du MASS de sillonner le territoire national. Une trentaine de localités seront couvertes. Une tournée au pas de charge, avec le même enthousiasme des populations, qui réservent un accueil chaleureux aux délégations venues leur offrir une lueur d'espoir. Un espoir qui, chaque jour un peu plus, se concrétise. Celui de tourner la page de la précarité en devenant maître de son propre destin.

Solidairement vôtre !

KENEDID IBRAHIM

LE SUPPLÉMENT « LA NATION PLUS » : UN TRAVAIL EN PROFONDEUR

Chers lecteurs et chères lectrices, à l'occasion de la nouvelle année, nous vous annonçons l'heureuse nouvelle de la relance de notre cahier mensuel « *La Nation Plus* ». Dans ce supplément, nous traiterons en profondeur des thèmes comme l'éducation, la santé, le sport etc... Il s'agira aussi pour la rédaction de marquer un temps d'arrêt pour revenir en détail sur ce qui a marqué l'actualité. Vous retrouverez ce cahier chaque mois avec des analyses et des reportages sur le terrain.

LA RÉDACTION

**Interview de la ministre des Affaires sociale et des solidarités,
Mme Ouloufa Ismail Abdo**

« En choisissant Ali Sabieh comme point de départ, cette édition marque une volonté claire de renforcer l'inclusion des régions dans la dynamique nationale »

Dans une interview qu'elle nous a accordée à l'occasion de la semaine nationale de la solidarité que son département lancera la semaine prochaine à Ali Sabieh, la Ministre des Affaires Sociales et des solidarités dresse le bilan de la solidarité nationale. Elle rappelle que les actions du ministère reflètent une volonté affirmée de bâtir une solidarité nationale forte, en mettant en place des outils adaptés pour répondre aux besoins des populations les plus démunies et en investissant dans des solutions durables pour leur autonomisation. Interview.

Madame la ministre, pouvez-vous nous faire un bilan des principaux programmes exécutés par votre département dans le cadre de la solidarité nationale avec les plus démunis ?

Le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités de Djibouti, chargé de l'application de la politique sociale du gouvernement, a pour mission première la lutte contre la pauvreté et la promotion de la solidarité nationale. Depuis sa création, il s'appuie sur un fonds de solidarité destiné à financer des initiatives en faveur des populations les plus vulnérables, avec pour objectif de réduire les inégalités sociales et de renforcer la cohésion nationale. Plusieurs programmes phares ont marqué l'action du ministère ces dernières années.

Parmi ces initiatives, le Programme National de Solidarité Famille (PNSF) occupe une place centrale. Lancé en 2016 sous l'égide du Président de la République, Son Excellence Ismail Omar Guelleh, ce programme vise à fournir des transferts monétaires réguliers aux ménages les plus démunis. En garantissant leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, il constitue un filet de sécurité essentiel pour des milliers de familles à travers le pays. Grâce à sa couverture nationale, incluant toutes les régions et sous-préfectures, le PNSF est devenu un levier crucial dans la lutte contre la pauvreté et la réduction des disparités sociales.

Le ministère a également initié le Programme d'Assistance Sociale de Santé (PASS), dont l'objectif est de garantir une couverture maladie universelle. Depuis 2016, ce programme permet à des milliers de familles, y compris dans les régions les plus isolées, d'accéder à des soins de santé de qualité sans craindre de lourdes charges financières. En facilitant l'accès aux services de santé pour les populations vulnérables, le PASS contribue à améliorer le bien-être général des communautés et à réduire les disparités en matière de santé.

Pour soutenir les jeunes issus des régions de l'intérieur, le Programme d'Assistance pour les Étudiants des Régions Intérieures (ASERI), lancé en 2013, offre une aide précieuse aux étudiants contraints de se rendre dans la capitale pour poursuivre leurs études. En leur accordant des bourses et diverses formes d'assistance, ce programme vise à atténuer les contraintes économiques, à pallier l'éloignement familial et à garantir une équité dans l'accès à l'éducation supérieure.

Les projets communautaires de développement constituent un autre volet clé des actions du ministère. Ces projets, élaborés en concertation avec les communautés locales, répondent de manière spécifique et adaptée aux besoins des populations. Ils incluent la construction ou la réhabilitation d'infrastructures essentielles : locaux communautaires favorisant les échanges sociaux, ouvrages hydrauliques pour améliorer l'accès à l'eau potable, postes de santé pour garantir des soins de proximité, écoles pour



encourager l'éducation des enfants, ainsi que des infrastructures économiques telles que des marchés et galeries marchandes. Ces initiatives participent non seulement à l'amélioration des conditions de vie, mais également au renforcement des dynamiques locales.

Enfin, le programme d'autonomisation s'inscrit dans une démarche de long terme pour encourager l'indépendance économique des populations vulnérables. Grâce à des dispositifs tels que les caisses rurales d'épargne et de crédit (CRECs) et les formations en gestion de projets, ce programme permet aux bénéficiaires de développer des activités génératrices de revenus et d'améliorer durablement leurs conditions de vie.

En somme, les actions du ministère reflètent une volonté affirmée de bâtir une solidarité nationale forte, en mettant en place des outils adaptés pour répondre aux besoins des populations les plus démunies et en investissant dans des solutions durables pour leur autonomisation. Ces programmes témoignent d'un engagement constant en faveur d'un développement inclusif et équitable pour tous.

Qu'en est-il des projets sociaux et des programmes d'activités génératrices de revenus que vous avez initiés dans les régions ?

Dans les régions, notre ministère a mis en place des projets sociaux et des programmes d'activités génératrices de revenus (AGR) pour répondre aux besoins spécifiques des populations rurales et favoriser leur autonomisation éco-

nomique. Ces initiatives, au cœur de notre stratégie de lutte contre la pauvreté, s'adressent à la fois aux individus et aux groupements communautaires, avec deux dispositifs principaux : les Caisses Rurales d'Épargne et de Crédit (CRECs) et les Groupements d'Entraide et d'Affinités (GEA).

Les CRECs jouent un rôle clé dans le développement économique des zones rurales. Elles permettent aux membres, notamment les femmes, les jeunes et les agriculteurs, d'accéder à des microcrédits pour financer des projets générateurs de revenus. Chaque CREC repose sur un système de cotisations communes, qui constitue une caisse pouvant octroyer des prêts adaptés aux besoins locaux. Ces caisses offrent non seulement un soutien financier mais aussi des formations en gestion financière et comptable, assurant un cadre transparent et structuré. À ce jour, les CRECs implantées dans les différentes régions ont bénéficié de des centaines de membres, permettant la création d'opportunités économiques dans des secteurs variés tels que l'agriculture, l'artisanat et le commerce. Elles renforcent également la cohésion sociale en encourageant un travail collectif autour d'objectifs communs.

Les Groupements d'Entraide et d'Affinités (GEA), quant à eux, sont une solution innovante pour promouvoir les AGR en milieu rural. Ces groupements rassemblent des individus ayant des affinités ou des objectifs communs pour développer ensemble des projets économiques. En mutualisant leurs ressources, compétences et outils, les membres des GEA sont en mesure de réaliser des projets collectifs dans des domaines comme l'élevage, l'agriculture ou l'artisanat. Ces initiatives participent à l'autonomisation des communautés locales tout en favorisant la dynamique participative.

Les résultats combinés de ces dispositifs sont significatifs. De nombreux bénéficiaires ont pu créer leur propre activité ou renforcer leur entreprise existante, ce qui a contribué à la création d'emplois locaux. Les revenus générés ont permis à de nombreuses familles d'améliorer leurs conditions de vie, notamment en répondant à des besoins essentiels en matière d'éducation, de santé et d'alimentation.

Ces projets s'inscrivent dans une vision globale visant à créer un écosystème économique et social favorable en milieu rural. Ils incarnent la volonté du ministère de construire des bases solides pour l'autonomisation des communautés, tout en répondant aux défis structurels liés à la pauvreté. En investissant dans ces dispositifs, nous jetons les bases d'un développement inclusif et durable, où chaque individu peut contribuer au progrès collectif.

SUITE EN PAGE 5

DE LA VISION À L'ACTION

LA SOLIDARITÉ UNE VÉRITABLE FORCE MOTRICE POUR DJIBOUTI

Depuis son arrivée au pouvoir en 1999, le Président Ismaïl Omar Guelleh a transformé la solidarité en une véritable force motrice pour Djibouti. Avec « Djibouti 2035 », il trace la voie d'une nation unie, où l'inclusion et la justice sociale ne sont plus des rêves, mais des réalités en action. Transferts monétaires, Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CPEC), autonomisation des femmes et des jeunes : chaque initiative a été un pas vers l'éradication de la pauvreté. Et en 2025, la Semaine Nationale de la Solidarité s'installe à Ali Sabieh, symbole d'une décentralisation audacieuse et d'une solidarité qui touche chaque citoyen.



DEPUIS son accession à la magistrature suprême en 1999, le Président de la République de Djibouti, Son Excellence Ismaïl Omar Guelleh, n'a cessé de placer l'éradication de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des citoyens au cœur de son action politique. Sa vision, empreinte de solidarité et d'humanisme, trouve une résonance particulière dans les initiatives du Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités, qui se déploie avec ardeur pour concrétiser les ambitions du chef de l'État. La stratégie « *Djibouti 2035* », pierre angulaire de la gouvernance d'Ismaïl Omar Guelleh, révèle une

ambition claire : bâtir une nation où la solidarité et l'inclusion économique transcendent les disparités sociales. Cette vision s'articule autour de programmes novateurs tels que les filets sociaux, les transferts monétaires et les initiatives d'autonomisation économique.

Les Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (CPEC) en sont un exemple éloquent, offrant aux populations les plus vulnérables un accès aux outils financiers pour amorcer leur propre redressement.

Lors de la Semaine Nationale de la Solidarité 2024, le Président a réaffirmé cet engagement, mettant en lumière une véritable volonté de trans-

former la pauvreté en un souvenir lointain. Plus de 30 000 ménages ont bénéficié d'aides alimentaires, monétaires ou en nature, touchant près de 168 000 individus une illustration concrète de la promesse présidentielle de ne laisser personne de côté.

Sous la direction inspirée de Mme Ouloufa Ismail Abdo, le Ministère des Affaires Sociales pilote des projets ambitieux qui traduisent en actes la vision présidentielle.

Parmi eux, le Programme Intégré de Transfert Monétaire et de Renforcement du Capital Humain (PITCH), financé par la Banque Mondiale, offre un soutien financier trimestriel à 2 500 ménages vivant dans une pauvreté extrême.

Ce dispositif vise non seulement à soulager les besoins immédiats, mais à jeter les bases d'une prospérité durable.

En parallèle, des campagnes de sensibilisation et de formation visent à autonomiser les femmes et les jeunes, transformant les bénéficiaires d'aides sociales en acteurs à part entière du développement économique. Ces efforts illustrent une approche holistique

où l'économie et la justice sociale se rejoignent pour façonner un avenir plus équitable. Conscient que la pauvreté est un défi planétaire, Ismaïl Omar Guelleh plaide pour une coopération accrue entre les nations.

Sous son impulsion, Djibouti s'est doté d'institutions clés telles que l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) et un Secrétariat d'État à la Solidarité Nationale qui va devenir l'actuel ministère des Affaires Sociales, qui servent de leviers pour mobiliser les ressources et les expertises nécessaires à une lutte efficace contre la pauvreté.

... SUITE EN PAGE 8

• Djibouti-ville : LE MASS PLONGÉ DANS LES RÉALISATIONS DE PROGRAMMES ET DE PROJETS STRATÉGIQUES CONTRE LA PAUVRETÉ

Sous l'égide du Président de la République, Son Excellence, M. Ismail Omar Guelleh, Djibouti a intensifié depuis ces derniers temps sa lutte contre la pauvreté. Du PNSF, au dernier né, le projet « Mobilisation des Communautés pour une meilleure nutrition », les réalisations sont nombreuses à Djibouti-ville. En s'appuyant sur sa Stratégie Nationale de Protection Sociale Non Contributive (2023-2027), le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités, principal département concerné par le sujet, entend répondre aux besoins des plus vulnérables et renforcer le capital humain, à travers des programmes novateurs et des actions concrètes. Une stratégie qui servira de ligne directrice au programme de l'édition 2025 de la semaine nationale de la solidarité dont le lancement est prévu, après-demain, samedi 11 janvier, à Ali Sabieh. Une semaine où le MASS sera plongé dans les réalisations de programmes et de projets stratégiques contre la pauvreté. Dans cet article, nous allons explorer brièvement les initiatives en cours à Djibouti-ville tout en mettant un accent particulier sur le programme de la microfinance islamique et celui du développement urbain intégré communément appelé PDUI 2 et 2 bis, porté par l'ADDS dans les quartiers Layabley et Moustiquaire dans la commune de Balbala. Deux projets qui ont eu un impact significatif.

A DJIBOUTI, la pauvreté reste un défi crucial affectant, selon les données de l'EDAM-2017, 39 % de la population. Face à cette réalité, le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) a conçu une stratégie ambitieuse, alignée avec la Vision Djibouti 2035, pour renforcer les filets sociaux et autonomiser les ménages les plus vulnérables. Ce voyage au cœur des projets sociaux du MASS nous emmène dans les quartiers de Balbala et Boulaos, où espoirs et défis se croisent. Une Stratégie au Service des Plus Vulnérables

Elaborée en 2023, la Stratégie Nationale de Protection Sociale Non Contributive repose sur quatre axes clés, le renforcement institutionnel et coordination intersectorielle, la mise en place de mécanismes permettant de répondre aux chocs économiques et climatiques, le soutien de programmes d'autonomisation et d'activités génératrices de revenus (AGR) et l'amélioration des infrastructures et services sociaux de base. Ces orientations traduisent une volonté de briser le cycle de la pauvreté intergénérationnelle en plaçant les communautés au cœur des initiatives. Il s'agit pour notre gouvernement de consolider par ce biais, la position du pays en matière économique et commerciale, en donnant la priorité à la croissance et au développement du capital humain.

Des programmes phares...

Du projet ASEHL Assistance Sociale pour les élèves Handicapés Lycéens, au programme d'Assistance sociale pour les Etudiants des régions (ASERI), en passant par celui d'Assistance aux étudiants handicapés de l'université, aux étudiants défavorisés et à besoins spéciaux de Djibouti-ville les programmes sont nombreux. Le Programme National de Solidarité Familiale (PNSF), qui offre une aide alimentaire régulière à plusieurs milliers de familles à travers des transferts monétaires et des rations alimentaires, en est un exemple concret de réussite. Habitant dans le quartier Cheikh Moussa dans la commune de



Balbala, Kadra Omar Kalinleh bénéficiaire de ce filet de sécurité, témoigne : « Grâce à l'aide alimentaire, nous avons de quoi nourrir nos enfants chaque mois » nous dit-elle.

En ce qui concerne le programme d'Assistance Sociale de Santé (PASS) qui garantit l'accès aux soins médicaux essentiels. Hawa Doualeh Abdillahi nous confie « Avec cette carte d'assurance, mes enfants reçoivent des soins gratuits, ce qui a sauvé mon fils ».

Le PDUI 2 et 2 bis, une aubaine pour les quartiers Layabley et Moustiquaire

Porté par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS), le Programme de Développement Urbain Intégré 2 (PDUI 2) transforme profondément les quartiers défavorisés de Layabley et Moustiquaire à Balbala. À travers des projets ambitieux en

infrastructures, services sociaux et initiatives communautaires, ce programme redéfinit le développement urbain en plaçant les habitants au centre de ses priorités. Depuis des années, les quartiers de Layabley et Moustiquaire souffraient d'un



manque criant d'infrastructures et de services de base, freinant leur essor. Avec le PDUI 2, l'ADDS amorce une transformation durable en s'appuyant sur une approche intégrée qui allie urgences actuelles et vision à long terme. Plus de 15 km de routes ont été aménagés, facilitant les déplacements des habitants et réduisant les risques d'accidents. L'ajout d'éclairages publics contribue à une meilleure sécurité et accessibilité. La mise en place d'un réseau de drainage moderne réduit les inondations récurrentes

et les maladies liées aux eaux stagnantes. Des espaces verts et aires de jeux offrent désormais des lieux de détente et de rassemblement, renforçant la cohésion sociale et améliorant l'esthétique urbaine.

Mais c'est surtout le volet social du PDUI 2 qui a permis des avancées notables. 500 ménages ont été sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène, et 42 latrines améliorées ont été réhabilitées.

87 jeunes ont obtenu un permis de conduire, et des formations techniques ont été dispensées à plusieurs groupes, notamment dans des métiers artisanaux comme la taille de pierre.

Dans le domaine de l'éducation, les associations locales ont pu distribuer quelque 720 uniformes et création d'une bibliothèque pour une école accueillant 600 élèves. En ce qui concerne l'énergie, le branchement de 11 ménages aux réseaux publics et distribution de kits solaires à 8 foyers ont été réalisés.

Grâce à des programmes de microcrédit, plus de 200 micro-entreprises ont vu le jour, couvrant des domaines variés tels que la couture et la restauration.

Les jeunes, fortement touchés par le chômage, bénéficient de formations techniques adaptées dans les métiers de la construction : maçonnerie, plomberie et électricité.

Les comités de quartier et ateliers participatifs ont permis d'identifier les priorités des habitants et de suivre les progrès du programme.

Des formations ciblées encouragent les habitants à jouer un

rôle actif dans la gestion des infrastructures mises en place.

Le PDUI 2 dépasse la simple rénovation urbaine. Il s'agit d'une réinvention communautaire, où infrastructures modernes et initiatives sociales s'entrelacent pour construire un avenir prometteur. Layabley et Moustiquaire se dressent aujourd'hui comme des modèles de résilience et d'innovation. En misant sur une approche intégrée et participative, l'ADDS trace la voie vers un développement urbain inclusif et durable pour tout le pays.

... SUITE EN PAGE 6

Interview de la ministre des Affaires sociale et des solidarités,
Mme Ouloufa Ismail Abdo« En choisissant Ali Sabieh comme point de départ,
cette édition marque une volonté claire de renforcer
l'inclusion des régions dans la dynamique nationale »

(Suite de la page 2)

Quels sont les grands projets structurants exécutés par votre agence de tutelle, l'ADDS ?

L'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) s'est engagée dans l'exécution de grands projets structurants visant à améliorer les conditions de vie des populations et à soutenir le développement économique et social à travers le pays. Ces initiatives, déployées dans diverses régions, couvrent plusieurs domaines stratégiques.

L'ADDS a concentré ses efforts sur la mise en place d'infrastructures sociales de base pour répondre aux besoins fondamentaux des communautés. Dans le secteur de l'éducation, l'agence a supervisé la construction et l'extension de nombreuses écoles et collèges, à l'instar de l'école primaire de Damerjog inaugurée en 2019, et du collège d'Ali Addeh. Dans le domaine de la santé, l'ADDS a réhabilité et étendu plusieurs centres de santé, notamment à Obock et Holl-Holl, tout en les équipant de matériel moderne. Par ailleurs, des projets d'extension des réseaux d'adduction d'eau ont été menés dans des villes comme Ali Sabieh, Dikhil et Obock, garantissant un meilleur accès à l'eau potable pour des milliers de ménages.

En parallèle, des initiatives de développement économique et communautaire ont été mises en œuvre pour dynamiser les économies locales et renforcer la cohésion sociale. Cela inclut la construction et la réhabilitation de marchés, comme ceux d'Ali Sabieh et d'Obock, ainsi que la création de gares routières à Arta et Dikhil. Ces infrastructures favorisent les échanges commerciaux et stimulent les activités économiques locales. De plus, des projets liés aux activités génératrices de revenus (AGR) ont permis de former et de soutenir des jeunes entrepreneurs. L'ADDS a encouragé la création de comités de développement local et de groupes d'entraide pour favoriser une dynamique communautaire proactive.

Dans le domaine de l'énergie durable, l'ADDS a piloté des projets d'électrification rurale, notamment l'installation de lampadaires solaires dans les régions d'Arta, Ali Sabieh et Obock. Ces infrastructures offrent un éclairage public durable et améliorent la sécurité des communautés. L'extension des réseaux électriques a également permis à des milliers de ménages d'accéder à l'électricité, renforçant ainsi leur confort et leur qualité de vie.

L'agence a également joué un rôle clé dans le renforcement des capacités locales et la mise en place de filets sociaux. Elle a organisé des formations nutritionnelles et distribué des compléments alimentaires, comme les cartons de plumpy-doz, pour lutter contre la malnutrition auprès de milliers de bénéficiaires. De plus, l'ADDS a soutenu des associations communautaires locales et financé divers projets collectifs, renforçant ainsi les capacités des acteurs locaux à gérer leurs propres initiatives.

Enfin, l'artisanat et l'employabilité figurent parmi les priorités de l'ADDS. Des formations ont été dispensées aux femmes pour leur permettre de développer de nouveaux designs de produits artisanaux et pour renforcer les capacités des coopératives. L'agence a également organisé des programmes d'insertion professionnelle pour les jeunes, avec des concours de plans d'affaires pour stimuler leur esprit entrepreneurial. Ces projets structurants reflètent l'engagement de l'ADDS à réduire les inégalités et à promouvoir un dé-



veloppement inclusif et durable. Grâce à une approche intégrée, ces initiatives contribuent à améliorer les conditions de vie, à dynamiser les économies locales et à renforcer les communautés à travers tout le pays.

Cette année, la semaine de la solidarité nationale sera lancée dans la région d'Ali Sabieh, quelles sont les grandes nouveautés de cette édition ?

Cette année, la Semaine de la Solidarité Nationale sera officiellement lancée dans la région d'Ali Sabieh lors d'une cérémonie placée sous le haut patronage du Président de la République, Son Excellence Ismail Omar Guelleh. Cet événement incarne l'engagement renouvelé du gouvernement à promouvoir la solidarité nationale tout en répondant aux besoins spécifiques des populations les plus vulnérables. Cette édition 2025 se distingue par plusieurs nouveautés et une approche stratégique, visant à maximiser l'impact des actions sociales et économiques sur le terrain.

Un des éléments majeurs de cette édition est l'accent particulier mis sur les régions, avec un focus spécifique sur les réalisations en matière de développement dans les localités rurales et semi-rurales. Cette approche met en valeur les projets déjà accomplis, tout en dressant une feuille de route claire pour les interventions futures.

La particularité de cette édition réside également dans son approche participative. Les communautés locales joueront un rôle central dans la mise en œuvre et le suivi des initiatives. Cette démarche vise à renforcer l'appropriation des projets par les populations, à garantir leur durabilité et à favoriser une dynamique collective. Des séances de concertation seront organisées pour recueillir les avis et suggestions des habitants, afin de mieux adapter les actions à leurs besoins réels. Cela inclut également la sensibilisation sur l'importance de la solidarité et des efforts communautaires pour le développement durable.

La Semaine de la Solidarité Nationale sera aussi l'occasion de mettre en lumière les avancées déjà réalisées grâce aux politiques de développement du ministère. Des infrastruc-

tures, telles que les marchés, les écoles ou encore les ouvrages hydrauliques construits dans les régions, seront présentées comme des témoignages concrets des efforts engagés pour améliorer les conditions de vie des populations. En parallèle, les défis restants seront mis en évidence, avec des engagements précis pour les surmonter dans les années à venir.

En choisissant Ali Sabieh comme point de départ, cette édition marque une volonté claire de renforcer l'inclusion des régions dans la dynamique nationale. Elle reflète l'engagement du gouvernement à réduire les disparités, à promouvoir la cohésion sociale et à faire de la solidarité un véritable moteur de progrès collectif. Cette semaine sera non seulement une célébration des réalisations passées, mais aussi un tournant vers un développement plus inclusif et durable pour tous.

Votre ministère travaille avec de nombreux partenaires pour atteindre ses objectifs. Sont-ils à la hauteur de vos attentes ?

Le ministère des Affaires Sociales et des Solidarités (MASS) collabore avec de nombreux partenaires institutionnels, internationaux et locaux pour atteindre ses objectifs en matière de lutte contre la pauvreté, de promotion de la solidarité et d'amélioration des conditions de vie des populations les plus vulnérables. Ces partenariats jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre et le succès des initiatives du ministère, et, dans l'ensemble, ils se révèlent être à la hauteur des attentes.

Toutefois, comme dans toute collaboration, certains défis subsistent. Le besoin d'une meilleure coordination et d'une harmonisation des approches est parfois ressenti, notamment lorsque plusieurs partenaires interviennent sur un même projet.

Ensemble, ces collaborations reflètent une volonté commune de bâtir un avenir plus inclusif et solidaire, où chaque citoyen a la possibilité de contribuer au développement durable du pays.

Enfin, quel message voulez-vous lancer à la population à l'occasion de cette semaine qui sera sans nul doute très chargée ?

Le ministère des Affaires Sociales et des Solidarités s'engage dans une tournée des régions, avec une approche de proximité centrée sur l'écoute des populations. Cette initiative vise à recueillir directement leurs doléances, à démontrer que le ministère est présent à leurs côtés, et à souligner l'importance de travailler ensemble pour leur propre autonomisation. Le rôle du ministère est avant tout d'accompagner, d'apporter un soutien en matière de nutrition, de renforcer les compétences et de fournir les outils nécessaires. Cependant, l'objectif ultime est de permettre aux populations de devenir autonomes et de prendre en main leur développement.

C'est avec une grande satisfaction que le ministère a choisi d'organiser l'édition SNS25 en mettant à l'honneur les régions de l'intérieur. Placée sous le thème « *Solidarité et développement social : le socle de notre cohésion nationale* », cette édition reflète l'unité et la mobilisation des Assajale et Binijogs, tous unis et solidaires pour construire un avenir commun.

PROPOS RECUEILLIS PAR KI

• Djibouti-ville : LE MASS PLONGÉ DANS LES RÉALISATIONS DE PROGRAMMES ET DE PROJETS STRATÉGIQUES CONTRE LA PAUVRETÉ

(Suite de la page 4)

La microfinance, un mécanisme prometteur, pour bâtir un avenir meilleur

Introduite à Djibouti en 2008, la microfinance en générale et plus particulièrement sa version islamique, lancée quelques années plus tard, s'est rapidement imposée comme un véritable outil de lutte contre la pauvreté. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Les réseaux de la CPEC ont enregistré, plus de 56 160 bénéficiaires de micro-crédits pour développer des activités économiques variées. Pour sa part, le programme de la microfinance islamique a débloqué un montant total de 516 171 132,54 DJF, pour financer des nombreuses activités génératrices de revenus permettant aux quelques 4228 bénéficiaires du programme, de sortir de la précarité et de bâtir un avenir meilleur.

Face au défi contre la pauvreté, le gouvernement djiboutien à travers l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) et notamment en collaboration avec les partenaires au développement (BM, BAD, BID, AFD, ...) a mis en place, à Djibouti-ville et dans les régions de l'intérieur, des nombreuses institutions de microfinance (Caisse Populaires d'Épargne et de Crédits [CPEC] et des unités de microfinance islamique) qui ont pour mission d'offrir des services financiers adaptés dont notamment des micro-crédits, aux communautés vulnérables qui, jusqu'à présent, n'avaient pas accès aux services bancaires formels.

Lancé en 2008, ce nouveau système de financement vise entre autres, à promouvoir le développement socio-économique des jeunes et des femmes, qui constituent les tranches de nos concitoyens, les plus durement frappées par le chômage. Il s'agit pour l'ADDS, instigatrice de ce programme, de stimuler chez les uns l'auto-emploi à travers la création des petites structures économiques et d'encourager chez les autres leurs autonomisations, avec le financement et la pérennisation de leurs Activités Génératrices de Revenus (AGRs).

Mais c'est surtout la microfinance islamique, introduite quelques années plus tard, qui s'est révélée, la plus efficace dans le contexte djiboutien.

Offrant des services financiers conformes aux principes islamiques, dont notamment des prêts exempts d'intérêt, la microfinance islamique, a débuté en 2011, dans les quartiers "Bahache", "Qaraawil", "Cheikh Osman", "Cheikh Moussa" et "Quartier 5" de Balbala. Intervenu dans le cadre du programme de Réduction de la Pauvreté Urbain de Balbala (PREPUB) mise en œuvre par l'Agence Djibou-



tienne de Développement Social (ADDS), dans ce secteur de la capitale djiboutienne, la microfinance islamique s'est imposée aussitôt comme une alternative prometteuse, ouvrant de nouvelles opportunités, pour des milliers de petits entrepreneurs et commerçants à faible revenu, lors de sa phase pilote.

Le programme gagne la confiance des communautés et la demande grandissante sur l'ensemble du territoire national, a valu au département de la microfinance de l'ADDS, alors chargé du développement du secteur, d'élargir ce système de financement conforme à l'islam, sur la capitale et dans les régions de l'intérieur, afin de faire profiter à une tranche plus large des communautés pauvre du pays.

Il est à noter que les institutions de microfinance islamique ont d'abord mis en place des programmes d'éducation financière pour sensibiliser les clients sur les principes de la finance islamique et les aider à comprendre les méthodes de gestion, de planification stratégique, et de suivi-évaluation, tout en restant fidèle aux principes de la finance islamique en vue de prendre notamment des décisions financières éclairées. Ces initiatives ont contribué à renforcer la confiance des clients dans ces institutions et à promouvoir une culture de gestion financière responsable. Actuellement, le programme de la microfinance islamique a permis de soutenir un large éventail d'activités génératrices de revenus (AGRs), axées dans divers secteurs tels que le commerce (boutiques alimentation générale, des quincailleries, des boutiques de vente de matériel électronique, des commerces de fruits et légumes, des boucheries, ...etc), la restauration, des tricycles-taxi, communément appelé BAJAJ, la menuiserie, l'artisanat, le BTP, mais également dans celui de l'agropastoral et des nombreux projets liés aux activités de pêche. Sa réussite repose sur ses programmes de financement exempt d'intérêts (riba) et d'incertitudes (gharar), optant plutôt pour des mécanismes tels que le partage des bénéfices et la participation aux pertes.

Les réseaux CPEC comptent actuellement plus de 56 160 membres, en majorité des femmes, avec un encours de crédit atteignant 86 119 101,6 DJF au 30 avril 2023. L'Unité de la microfinance islamique de de l'ADDS, n'est pas en reste, elle a mobilisé pour sa part, plus de 516

millions de DJF depuis le démarrage de ses activités de financement de milliers de micro-projets, selon les statistiques consolidées au 31 juillet 2024. Ces montants montrent non seulement l'ampleur des financements octroyés, mais aussi la capacité des bénéficiaires à rembourser leurs prêts, renforçant ainsi la viabilité du système.

« L'unité de la microfinance islamique enregistre, 4228 bénéficiaires dont 3156 sont des femmes et 1072 des hommes » nous indique, Kadra Omar Kamil, alors directrice du département microfinance à l'ADDS.

Parmi elles, Kaltoun Ali Dideh. Responsable d'une famille nombreuse, la dame a pu transformer grâce à des prêts réussis qu'elle a eu de l'unité de la microfinance islamique de l'Av 13, son petit étal de vêtements en une boutique de grossiste.

Utilisant le mode Mourabaha, qui repose sur un financement sans intérêt avec des frais de gestion minimes, la microfinance islamique a permis à Mohamed Bahloul Abdallah, alors pêcheur de prospérer dans ses activités, passant de simple pêcheur à propriétaire d'une seconde pirogue, élargissant ainsi son entreprise en employant d'autres pêcheurs.

Comme Mme Kaltoun Ali et Mohamed Bahloul, le système de financement islamique a ouvert des opportunités commerciales à des milliers de femmes et hommes du pays, y compris celles des différents camps réfugiés du pays, sou-



tenant également des milliers d'autres entrepreneurs à faible revenu. « Les activités génératrices de revenus, que nous avons financées sont nombreuses », nous apprend la cheffe du département "Microfinance" de l'ADDS, Kadra Omar Kamil.

Bien que, son programme de microfinance islamique, émerge actuellement comme un levier essentiel de lutte contre la pauvreté, Kadra Omar ne compte pas s'arrêter là. Elle souhaite transformer la microfinance islamique en une institution financière à part entière, dans le cadre d'un programme de partenariat public/privé, afin qu'il soit a-t-elle précisé « un moteur puissant de développement socio-économique ouvrant la voie à un nombre encore plus large de Djiboutiens en situation de précarité et contribuant ainsi à la prospérité collective de la nation ». Pour y parvenir, le directeur général de l'ADDS, Mahdi Mohamed Djama, qui partage la même conviction, compte beaucoup sur le soutien des bailleurs de fonds et des ministères concernés.

RACHID BAYLEH



L'UNFD : PILIER DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME DJIBOUTIENNE

Chaque année, la Semaine Nationale de Solidarité est organisée par le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités. Cet événement comprend des immersions et une tournée à travers le territoire national pour revoir les réalisations et les projets en cours du ministère. Parmi les soutiens du Ministère figure l'Union Nationale des Femmes Djiboutiennes (UNFD), un pilier de l'émancipation des femmes djiboutiennes.

Créée après l'indépendance de notre pays par Hoyo Aicha Bogoreh (Paix à Son Âme), l'UNFD continue sous la présidence et le leadership remarquable de la Première Dame, Mme Kadra Mahmoud Haïd, à jouer un rôle crucial dans la défense et la promotion des droits des femmes, y compris celles sans accès à une éducation de base. Cette institution est devenue un soutien majeur pour les femmes djiboutiennes, réalisant des projets d'autonomisation et d'alphabétisation. Cette institution est devenue au fil du temps, un monument et un soutien pour toute les femmes djiboutiennes en accompagnant et réalisant des projets d'autonomisation et d'alphabétisation.

Dans le cadre de sa stratégie, l'Union Nationale des femmes djiboutiennes a mis œuvre dans la réalisation des activités sociales de proximité des files sociales en partenariat avec le Ministère des affaires sociales et des solidarités. L'institution travaille sur des programmes visant à améliorer la vie quotidienne des femmes en fournissant un soutien à diverse domaines. Les activités sociales de proximité inclus notamment des initiatives telle que des programmes éducatifs, des services de santé, des ateliers de renforcement des compétences et d'autres projets visant à autonomiser les femmes au niveau local.

L'UNFD met en œuvre et diffuse les actions sociales initiées par le ministère des affaires sociales et des solidarités, conformément à la stratégie du Président de la République, Son Excellence M. Ismail Omar Guelleh, qui met l'accent sur la lutte contre la pauvreté par l'autonomisation et le développement économique.



biens des foyers dans les différents quartiers vulnérables. Cette campagne de sensibilisation encourage également les bénéficiaires du PNSF à entretenir une campagne de consommation alimentaire nutritifs et diversifié à travers des programmes de protection sociale, tel que le programme «Fresh Food voucher» lancé par le PAM, qui permet aux femmes d'accéder à des produits, frais à savoir le poisson, la volaille, des fruits et légumes sur le marché local de Riyad.

Alphabétisation

Dans le cadre de l'autonomisation, l'Union nationale des femmes djiboutiennes intervient dans la mise en œuvre du programme national de l'alphabétisation des adultes et des jeunes filles déscolarisées dans les langues officielles du pays, le français, l'Arabe à Djibouti-ville et dans les régions de l'intérieur. Près de 12000 apprenantes ont été alphabétisées durant des trois dernières années. L'une des bénéficiaires du programme d'alphabétisation a rappelé depuis qu'elle est inscrite au programme, elle est capable de suivre l'éducation de ses enfants. Elle a entre autres exhorté à toute les femmes à venir s'inscrire à ces cours d'alphabétisation entièrement gratuit. Elle a par ailleurs exprimé sa gratitude au Président de la République ainsi que la Première Dame pour cette opportunité.

L'alphabétisation étant un catalyseur essentiel pour libérer le potentiel des femmes et les dotées des outils nécessaires pour participer activement à la vie sociale et économique de notre pays. Le MASS en collaboration avec l'UNFD a octroyé aux apprenantes les plus méritante, des fonds et kits pour démarrer des activités génératrices des revenus afin de leur permettre de sortir de la précarité.

Insertion Professionnelle

L'UNFD en collaboration avec le MASS et le PAM a exécuté des activités favorisant, l'insertion professionnelle des ménages vulnérables dans le cadre du « programme solution Pérennes » financé par l'Union Européenne. Ainsi 50 jeunes filles déscolarisées ont reçu des formations profes-

sionnelles en couture et broderie dans le but de les initier à l'entreprenariat. Ces jeunes filles seront organisées en coopérative et recevront des kits de démarrage. Elles bénéficieront également dans la mise en œuvre de leurs activités, le 6 premiers mois.

Autonomisation Économique

L'UNFD comme les autres institutions de prestation des services est sollicitée en sa qualité d'ONG ayant une forte capacité de mobilisation, de sensibilisation et disposant ainsi des centres de formation professionnelles en cuisine, couture et informatique. Il est de mise que le développement d'activités économiques génératrices de revenus est reconnu par tous, comme étant la clé de l'inclusion sociale, dans la relance et l'autonomisation des populations en situation de précarité. 200 femmes issues des ménages bénéficiaires du PNSF ont été en parallèle au principe de l'épargne en vue recevoir un crédit à taux Zéro à travers le service micro-finance conventionnelle de la CPEC pour développer une activité génératrice des revenus.

Ainsi, l'UNFD a réalisé cette activité d'autonomisation qui a ciblé des femmes issues des quatre grands quartiers à savoir Quartier 7, Arhiba, Hayabley et PK12. Ces dernières ont pu bénéficier d'une formation sur l'entreprenariat social, la création et la gestion des Activités Génératrices des Revenues.

L'objectif final de ce projet est la recherche de solutions pérennes devant permettre aux bénéficiaires de ne plus dépendre des filets sociaux mais aussi de donner la possibilité à d'autres ménages d'en bénéficier. Principalement le projet a facilité la création de conditions favorables à la pérenni-



Actions Sociales de Proximité

Parmi les actions sociales de proximité, nous pouvons citer, l'accompagnement des guichets sociaux dans l'identification, la mobilisation et la sensibilisation des bénéficiaires des programmes sociaux.

Les actions de proximités de l'UNFD sont appuyées entre autres par les associations, les comités de gestions communautaires, les mères conseillères compétentes qui promulguent les bonnes pratiques sociales essentielles favorables à la santé et le bien être des femmes et des enfants y compris. L'importance de l'éducation de la santé et de l'égalité des sexes. Egalement des formations pour le soin-maternelle et infantile, la nutrition et l'hygiène par le



sation des actifs créés et des activités mises en œuvre. Il a contribué à augmenter la capacité de résilience des bénéficiaires des programmes d'assistances, avec la création de connaissances par la formation professionnelle/technique, et la création d'emplois directs.

Ainsi l'UNFD et le MASS orientent leurs efforts dans la recherche de l'autonomisation des ménages susceptibles de devenir financièrement autonomes et dans la mise en place de mesures d'accompagnement incitant les bénéficiaires à saisir les opportunités économiques qui se présentent à eux. Toutes ces actions montrent l'engagement de l'UNFD à promouvoir l'inclusion sociale et l'autonomisation des femmes à Djibouti.

DE LA VISION À L'ACTION

LA SOLIDARITÉ UNE VÉRITABLE FORCE MOTRICE POUR DJIBOUTI

(Suite de la page 3)



En évoquant les défis communs aux pays industrialisés et en développement, le Président Guelleh appelle à une synergie mondiale pour relever le défi de l'inégalité sociale. Ce message résonne dans les sphères internationales, renforçant le positionnement de Djibouti comme un acteur engagé sur la scène mondiale. « Cet avenir est à notre portée, » a déclaré Ismail Omar Guelleh, rappelant que la réalisation de cet idéal repose sur un effort collectif et une gestion rigoureuse des ressources. Grâce à un leadership visionnaire et à des programmes innovants, Djibouti avance à grands pas vers une société où la pauvreté ne sera plus qu'un souvenir du passé. C'est ainsi que pour son édition 2025, la Semaine Nationale de la Solidarité, cet événement incontournable de la vie sociale et politique djiboutienne, opère une mue historique. Pour la première fois, elle quitte l'effervescence de Djibouti-ville pour s'ancrer dans le cœur battant d'Ali Sabieh, une région qui incarne à la fois les défis et les promesses de l'intérieur du pays. Ce déplacement n'est pas qu'un simple changement de décor : c'est un acte politique fort, une déclaration d'intention qui reflète la vision du Président Ismail Omar Guelleh. Une vision où la solidarité n'est pas un vain mot, mais le ciment d'une nation unie, résiliente et tournée vers l'avenir. Le choix d'Ali Sabieh n'est pas le fruit du hasard. Cette région, située au carrefour des routes commerciales et riche d'un patrimoine culturel et historique, symbolise parfaitement la résilience et le dynamisme des territoires de l'intérieur. En y implantant le lancement de la Semaine Nationale de la Solidarité, le gouvernement envoie un message clair : la décentralisation n'est pas qu'un concept, c'est une réalité en marche.

L'inclusion et la réduction des inégalités au cœur de la politique du gouvernement
Cette décision s'inscrit dans la droite ligne de la Vision 2035 du Président Guelleh, qui place l'inclusion et la réduction

des inégalités au cœur de sa politique. En rapprochant les institutions des citoyens, en valorisant les initiatives locales



et en mettant en lumière les spécificités régionales, Djibouti réaffirme son engagement en faveur d'un développement équilibré et harmonieux. Placée sous le thème « Solidarité et Développement Social, socle de notre Cohésion Nationale », l'édition 2025 de la Semaine Nationale de la Solidarité promet d'être bien plus qu'une célébration. Elle se

veut un laboratoire d'idées, un creuset où se dessinent les contours d'une société plus juste et plus inclusive. Ali Sabieh, avec son tissu social dense et ses acteurs locaux engagés, incarne parfaitement cet esprit. La région est un vivier d'initiatives qui illustrent comment la solidarité peut devenir un outil de transformation sociale. Qu'il s'agisse de l'autonomisation des femmes, du renforcement des infrastructures locales ou de la promotion de l'entrepreneuriat, Ali Sabieh montre la voie. L'édition 2025 ne se contentera pas de mettre en lumière les réussites passées ; elle posera également les jalons de projets ambitieux pour l'avenir. Parmi les initiatives phares figure la mise en place de stocks de proximité dans les cinq régions de l'intérieur. Ces stocks, dont les travaux débiteront cette année, visent à renforcer la sécurité alimentaire et à soutenir les populations les plus vulnérables.

Sous le haut patronage du Président Ismail Omar Guelleh, la Semaine Nationale de la Solidarité 2025 s'annonce comme un moment fort pour la nation djiboutienne. Ali Sabieh, avec ses habitants mobilisés et ses acteurs locaux engagés, est prête à relever le défi.

Alors que les préparatifs battent leur plein, une chose est certaine : cette édition marquera les esprits. Elle rappellera à tous que la solidarité n'est pas seulement un devoir moral, mais une force capable de transformer les réalités

sociales et de bâtir un avenir commun. Le rendez-vous est donné. Ali Sabieh, terre de résilience et de dynamisme, sera le théâtre d'une célébration qui, au-delà des festivités, réaffirmera les valeurs fondatrices de la nation djiboutienne.

SAID MOHAMED HALATO

• **MASS / ANPH****MAIN DANS LA MAIN POUR UNE ASSISTANCE
AUX PERSONNES HANDICAPÉES NÉCESSITEUSES**

Dans le cadre de la semaine nationale de la Solidarité, nous avons bien voulu mettre le projecteur sur les multiples activités et appuis auxquels le MASS tend à l'endroit de l'Agence Nationale des Personnes Handicapées. Au diapason aux multiples activités souscrites dans les différents programmes que tend le MASS à nos concitoyens vulnérables. Il est à préciser que les personnes handicapées figurent parmi ces personnes vulnérables auxquelles le MASS s'emploie à améliorer leur condition de vie.

De ce fait, à l'approche de cet événement national où le gouvernement à travers son département chargé de la thématique sociale dresse le bilan des activités réalisées, sans omettre de tracer les perspectives d'avenir eu égard aux multiples programmes que mène le MASS. A ce titre le MASS se joint à l'ANPH dont l'apport d'un appui substantiel quant à la promotion et l'amélioration du cadre de vie des personnes handicapées.

Comme il est indiqué dans sa feuille de route, le Ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité est chargé de l'application de la politique de lutte contre la pauvreté et de promotion de la solidarité nationale. Il s'occupe entre autres de la promotion et de la protection sociale des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes défavorisées et de toutes les personnes nécessiteuses. Il assure également la prise en charge intégrée des personnes âgées, des personnes handicapées et des exclus sociaux.

En relation avec les ministres compétents, il est en charge de la promotion des activités socioéconomiques en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées et autres personnes vulnérables.

S'agissant de la thématique de l'handicap, bien que de-

puis 2017, une Agence dédiée exclusivement à l'amélioration du bien-être des personnes handicapées fut mise sur pied. Laquelle a pour vocation de promouvoir à l'égalité des chances et la promotion de ces personnes en question. N'empêche que le MASS appuie l'ANPH en associant les personnes handicapées dans les différents programmes que tend le MASS. A ce pro-

pos, il convient de mentionner à titre d'exemples les multiples appuis qu'apporte le MASS à l'endroit de l'ANPH.

Appui du ministère des Affaires sociales et de la solidarité à l'endroit de l'ANPH

Subvention du Fonds de soutien du Handicap : Le MASS subventionne le Fonds de Soutien du Handicap. Le MASS apporte également un soutien à la décentralisation des services de l'ANPH, en facilitant l'installation d'assistants sociaux de l'ANPH dans ses locaux tout en leur octroyant du matériel informatique et des espaces de travail. Cette mesure permet d'être au plus près des personnes handicapées vivant dans ces zones et d'accélérer le traitement de leurs requêtes.

Une Assistance financière : Durant le ramadan 2024, le MASS a appuyé financièrement 1500 personnes handicapées vulnérables en leur distribuant des sommes liquides de 10 000 FDJ par personne.

Distribution de vivres : Le MASS octroie régulièrement des vivres à des personnes vulnérables et en situation de handicap. Appui à l'école à besoins spéciaux : Le mass subventionne le centre EABS.

Facilitation dans l'octroi des logements sociaux : Le MASS facilite l'octroi des logements sociaux aux personnes handicapées avec le concours de la fondation IOG. 50 personnes en ont bénéficié en 2021. Octroi de bourses aux étudiants universitaires : Le MASS octroie des bourses aux étudiants en situation de handicap de la capitale et des régions de l'intérieur qui sont à l'université.

Il est à noter que ces appuis illustrent la symbiose et la synergie existant entre ces deux départements où seul compte le travail bien fait à savoir le bien-être des personnes handicapées.

SADIK AHMED

LE MASS SUR TOUS LES FRONTS

La Semaine Nationale de la Solidarité célébrée chaque année par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité constitue un événement important qui vise à promouvoir la solidarité entre les citoyens. Dans le but de rendre hommage aux actions louables que réalise au quotidien ce département qui joue un rôle crucial dans la promotion du bien-être social, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, ainsi que le soutien aux groupes vulnérables, « La Nation » a décidé de retracer ses principales actions et réalisations mises en œuvre ces dernières années, en particulier dans les deux régions du nord, à savoir Tadjourah et Obock.

Le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité qui s'efforce de relever divers défis sociaux visant à améliorer le bien-être général des citoyens djiboutiens, partout sur le territoire national, a en effet lancé sur toute l'étendue du territoire national, des nombreux projets inscrits dans divers domaines tels que la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des moyens de subsistance, la protection sociale, l'autonomisation des femmes ainsi que la promotion du développement commu-



nautaire, à travers la réalisation des infrastructures de service sociaux de base. Il faut rappeler avant tout, que le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité a créé des antennes-décentralisées « Guichets sociaux régionaux », dans les régions de l'intérieur, dont l'objectif consiste à favoriser un meilleur accès des populations des régions de l'intérieur à l'aide sociale intervenant au plus près pour aider les populations les plus nécessiteuses et les plus vulnérables sur tout le territoire national. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des moyens de subsistance, des nombreux ménages bénéficient régulièrement, dans la région de Tadjourah comme dans la région d'Obock, de l'allocation du « Programme National de Solidarité Famille dans le milieu rural », qui comprend des aides alimentaires mais aussi des transferts monétaires par le biais de la CPEC, dans le but de leur assurer la sécurité alimentaire.

A cela s'ajoute des dons et aides ponctuels dans des domaines variés comme des aides occasionnelles, notamment durant les périodes de Ramadan ou des fêtes de l'Aïd, ou encore des aides d'urgence dispensées sous forme de vivres, de vêtements ou de matériaux de construction, à l'endroit des ménages victimes d'inondation, des sécheresses ou d'autres catastrophes naturelles qui sont assez fréquentes dans notre pays, à cause du changement climatique.

Dans le cadre de droit au logement prôné par la Fondation « Ismaïl Omar Guelleh », 100 logements sont construits à Tadjourah et 100 autres à Obock, en faveur des ménages les plus vulnérables.

Le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, participe à des initiatives visant à protéger les droits et le bien-être des enfants en favorisant un meilleur accès des enfants à l'éducation, en particulier des filles dans les zones rurales. Dans le cadre du programme



ASERI (assistance aux étudiants des régions intérieures) des milliers d'étudiants de Tadjourah et d'Obock, inscrits à l'université de Djibouti bénéficient des frais de restauration quotidienne octroyés par le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité. Par ailleurs, le ministère travaille en collaboration avec le ministère de la Santé pour promouvoir l'éducation sanitaire et la prévention des maladies. Les programmes peuvent se concentrer sur la santé maternelle et infantile, la nutrition et la prévention des maladies transmissibles.

Le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité investit de même dans un socle de protection sociale à travers des actions multiformes telles que l'octroi de couverture pour une assurance maladie universelle dont bénéficient de nombreux personnes dans la région de Tadjourah et ... d'Obock. Dans ce cadre, des nombreuses personnes vivant en milieu rural et des personnes à besoins spéciaux bénéficient actuellement des soins médicaux gratuits.

Le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité œuvre également pour l'autonomisation des femmes à travers un



programme varié qui comprend entre autres :

La mise en place des caisses communautaires et les caisses d'épargne et de crédit : Dans ce cadre, des nombreuses femmes sont constituées en comités de développement local, en groupes d'entraide ou en associations par quartier ou par affinité, appelés « Groupe d'Entraide Affinité (GEA) à Obock disposent des caisses d'épargne au niveau de la CPEC. Les GEA, dont chacun est composé de 15 à 20 femmes, ont été formés par l'ADDS et disposent des tenues distincts qui permettent de les identifier.

Dans beaucoup de localités, à l'instar de Dalay-Af, dans la région d'Obock, le ministère a construit en faveur de ces associations des femmes, un local décent dans lequel elles peuvent non seulement se réunir mais aussi réaliser des activités génératrices de revenus comme des produits artisanaux, de la couture, etc.

Le Ministère a octroyé un soutien financier ou matériel à certaines de ces associations locales qui œuvrent dans le domaine social. Dans la même perspective, des nombreuses

associations et même des jeunes étudiants ont bénéficié, dans ces deux régions, des Projets de Développement de Micro-Finance et de la Micro-Entreprise mis en œuvre par l'Agence Djiboutienne de Développement Social (ADDS) pour leur permettre de réaliser des activités génératrices de revenus en vue de sortir de la pauvreté et d'accéder ainsi à une autonomisation.

Programme d'insertion professionnelle : Dans ce cadre, le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité a mis en œuvre des formations à divers métiers en vue d'améliorer l'employabilité des jeunes et des femmes. Cela passe par la formation, le mentorat et des partenariats avec le secteur privé, un soutien financier en particulier aux femmes, pour les aider à démarrer et à développer de petites entreprises comme le commerce informel, la confection des objets artisanaux, le métier de la pêche ou l'agriculture.

Dans la même perspective, des jeunes Obokols, filles et garçons ont bénéficié d'une formation à l'hôtellerie d'Arta.

Enfin, des nombreux jeunes issus des régions de l'intérieur ont participé aux formations organisées par le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités dans la capitale, comme des ateliers d'entrepreneuriat ou des initiatives visant à promouvoir le leadership des jeunes ou encore à la formation portant sur la « pose et maintenance des panneaux solaires. » Enfin, dans le cadre de la promotion du développement communautaire, le ministère des Affaires sociales et de la Solidarité a réalisé, à travers l'ADDS qui constitue son organe d'exécution, plusieurs infrastructures de services sociaux de base visant à rapprocher l'accès aux infrastructures et services sociaux de base à la population rurale. Pour ce faire, le ministère s'appuie sur les communautés locales pour identifier leurs besoins et développer des projets qui peuvent améliorer leurs conditions de vie.

Les projets réalisés dans ce cadre, dans la région de Tadjourah se traduisent comme suite :

- La construction de station de refoulement d'eau potable, d'un réservoir et de conduite d'eau pour le village de Randa.
- La construction d'un centre communautaire à Adaylou, réalisé par l'ADDS, avec le financement du projet de MASS et de la Banque Mondiale
- La construction d'une caserne des sapeurs-pompiers et d'un Abattoir à Tadjourah

Pour la région d'Obock, on peut citer entre autres :

- La construction de marché central et d'une échoppe à Fantahero
- La construction d'un centre de développement communautaire
- La réhabilitation du dortoir et du réfectoire du collège d'Obock
- L'extension du lycée général d'Obock avec la réalisation d'un bâtiment comprenant 5 salles de classe et un bloc administratif ainsi que 4salles de laboratoires scientifiques.
- La réhabilitation et l'extension du CMH d'Obock, avec la création d'un pavillon de maternité.
- La création d'un centre de Développement Communautaire à Moulihouleh
- La construction d'un local communautaire équipé de panneaux photovoltaïque à Dalay-Af.
- L'octroi d'un véhicule au Sous-préfet d'Alaili-Dada

Il convient de souligner par ailleurs que la réalisation de ces infrastructures sociales et marchandes a profité aux habitants des régions à travers la création d'emploi.

Bref, à travers toutes ces activités et réalisations, le ministère des Affaires sociales et de la solidarité vise à élever les populations défavorisées et à garantir que tous les citoyens aient accès aux services essentiels et aux possibilités d'amélioration, conformément à la ligne politique tracée par le Président de la République, son excellence Monsieur Ismaïl Omar Guelleh, dans sa volonté indéfectible de construire une société plus équitable, plus inclusive et plus solidaire.